



Les plus petits pays d'Europe entraînent-ils le continent dans la guerre ?

Les trois États baltes ont pris le contrôle du discours de l'UE en matière de politique étrangère. Ils entraînent les plus grandes économies européennes dans une confrontation que leurs électeurs n'ont jamais choisie.

Urs Maurer-Lambrou

jeu. 01 oct. 2026 13 min de lecture

Six millions d'habitants. C'est la population totale combinée de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie — soit moins que le nombre d'habitants de l'agglomération londonienne. Pourtant, ces trois États frontaliers donnent

désormais le ton en matière de politique étrangère à une union de 450 millions de personnes, expliquant à Berlin, Rome et Madrid à quel point le monde est dangereux et combien les contribuables occidentaux doivent payer pour y remédier.

D'une couronne à l'autre

L'histoire nationale des pays baltes a tendance à passer sous silence l'année 1721, ce qui est dommage, car c'est là que commence la carte moderne. Cette année-là, Pierre le Grand mit fin à la Grande Guerre du Nord par le traité de Nystad. La Suède céda l'Estonie, la Livonie, l'Ingrie et une partie de la Carélie ; la Russie évacua la majeure partie de la Finlande et versa à la Suède deux millions de thalers d'argent. Les historiens débattent encore de la destination de cette somme. Les ouvrages de référence occidentaux ont tendance à parler d'indemnisation, tandis que le récit de la Bibliothèque présidentielle russe affirme sans ambages que la Russie a versé cette somme en contrepartie de ses acquisitions. Quelle que soit l'interprétation que l'on privilégie, l'Estonie et la Livonie ne sont pas passées de la domination suédoise à la liberté. Elles sont passées d'une couronne à une autre. Les personnes qui les dirigeaient réellement n'ont pratiquement pas changé : le traité garantissait à la noblesse allemande de la Baltique son autonomie administrative, son Église luthérienne, sa propre frontière douanière et sa langue, et tous les tsars jusqu'à Alexandre II l'ont confirmé. En 1720, un paysan estonien relevait d'un baron allemand sous l'autorité d'un roi suédois. Son petit-fils relevait de la même noblesse allemande, désormais sous l'autorité d'un empereur russe.

La Lituanie a suivi un parcours différent, en tant que moitié de la République des Deux Nations, absorbée lors des partages. Catherine la Grande s'empara de la Latgalie en 1772 et de la majeure partie de la Lituanie, ainsi que du duché de Courlande, en 1795.

L'important, ce ne sont pas les frontières ; de nombreux États européens sont jeunes. L'important, c'est l'histoire. L'idée d'une nation balte ancienne et ininterrompue, invoquée à Bruxelles chaque fois que quelqu'un suggère la prudence, est un mythe politique moderne. L'indépendance a duré environ vingt ans entre les deux guerres. La période actuelle a commencé en 1990-1991.

Pas un pouce

Le chapitre suivant s'ouvre à Moscou le 9 février 1990. Le mur de Berlin était tombé depuis trois mois. Le secrétaire d'État américain James Baker, assis face à Mikhaïl Gorbatchev, lui répéta non pas une, mais trois fois que si l'Allemagne

unifiée restait dans l'OTAN, l'alliance ne s'étendrait pas d'un pouce vers l'est. Helmut Kohl tint des propos similaires le lendemain. Ce n'était pas un lapsus. Des documents américains, allemands, britanniques, français et soviétiques déclassifiés, rendus publics par les Archives nationales de sécurité en 2017, montrent que Genscher, Thatcher, Mitterrand, John Major et le secrétaire général de l'OTAN lui-même, Manfred Wörner, ont tous donné à Moscou des assurances similaires en 1990 et 1991. Rien de tout cela n'a été inscrit dans un traité.

Cela s'est avéré très pratique. En 1990, l'OTAN comptait 16 membres. En 1999, elle a accueilli la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. En 2004, elle a intégré d'un seul coup sept pays supplémentaires, parmi lesquels l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, trois anciennes républiques soviétiques. Le territoire de l'OTAN touchait désormais la frontière russe en Estonie, à seulement 150 kilomètres de Saint-Pétersbourg. Lors de son sommet de Bucarest en 2008, l'alliance a annoncé que l'Ukraine et la Géorgie y adhèreraient elles aussi un jour. La Finlande et la Suède ont suivi après 2022. Aujourd'hui, l'OTAN compte 32 membres, et le principe du « pas un pouce » s'étend désormais à toute l'Europe de l'Est, jusqu'aux portes de la Russie.

L'emprise des pays baltes sur Bruxelles

Trois petits pays ne devraient pas pouvoir dicter leur loi à une union de 450 millions d'habitants. Ils le peuvent parce que Bruxelles leur a tendu le micro : deux des portefeuilles les plus importants de l'UE en matière de sécurité sont désormais détenus par des personnalités issues de deux de ses capitales les plus intransigeantes vis-à-vis de la Russie. Kaja Kallas, ancienne Première ministre estonienne, est la haute représentante : elle préside les réunions des 27 ministres des Affaires étrangères et parle au nom de l'Union à l'étranger. Andrius Kubilius, ancien Premier ministre lituanien, est le tout premier commissaire européen chargé de la défense et de l'espace. Aucun électeur, nulle part en Europe, n'a choisi l'un ou l'autre pour occuper ces fonctions.

Kallas est issue d'une famille qui a toujours été proche du pouvoir, quel qu'en soit le détenteur. Son père est passé du statut de responsable du Parti communiste en Estonie soviétique à celui de fondateur du Parti de la réforme, puis de commissaire européen : ce que les Allemands appellent un « Wendehals », un opportuniste. En mai 2024, quelques semaines avant sa nomination, elle a déclaré qu'une défaite russe ne serait pas une mauvaise chose et a fait remarquer que la Russie était composée de nombreuses nations. Le journal allemand Volksstimme y a vu une allusion à l'écclatement de la Russie, ce qui est étrange de la part de la future chef de

la diplomatie européenne de spéculer ainsi sur une puissance nucléaire. Au-dessus d'eux deux trône Ursula von der Leyen, que les dirigeants de l'UE ont désignée in extremis en 2019 et que le Parlement a confirmée par 383 voix, soit neuf de plus que le nombre requis. Elle arrivait du ministère allemand de la Défense, où elle avait laissé derrière elle une Bundeswehr qui n'atteignait pas ses objectifs de préparation opérationnelle et une enquête parlementaire sur des contrats de conseil.

Aboyer sur commande

Ce serait flatteur pour les gouvernements baltes de penser qu'ils mènent la danse. Ce n'est pas le cas. Ils aboient parce que cela arrange ceux qui tiennent la laisse. À Bruxelles, siège à la fois de l'UE et de l'OTAN, ce sont les grandes capitales qui dictent les politiques. Les capitales baltes les appliquent à la frontière, disent ce que Berlin et Paris préfèrent ne pas dire à voix haute, et passent à l'attaque en premier. C'est pourquoi le mégaphone diplomatique de l'UE a été confié à Tallinn et son portefeuille de la défense à Vilnius. Personne n'a nommé Kallas et Kubilius pour apaiser les tensions.

Kaliningrad, en 2022, a montré comment cela fonctionne. Bruxelles a élaboré des sanctions contre l'acier russe ; la Lituanie les a appliquées à la lettre et a interrompu les livraisons ferroviaires vers l'enclave en juin. Moscou a qualifié cela de blocus, et Nikolaï Patrouchev, alors chef du Conseil de sécurité russe, a averti que les Litvaniens en subiraient les conséquences. En moins d'un mois, la Commission a publié de nouvelles directives autorisant à nouveau le passage des marchandises. Vilnius avait fait exactement ce qu'on lui avait demandé, et s'est retrouvée seule face à Moscou tandis que Bruxelles battait discrètement en retraite.

Trois ans plus tard, ce fut au tour de l'Estonie. Bruxelles avait passé des mois à annoncer des mesures de répression contre la « flotte fantôme » russe, composée de pétroliers vieillissants et mal assurés. Le 13 mai 2025, la marine estonienne a tenté d'intercepter l'un d'entre eux, le Jaguar, dans les eaux internationales au large de Tallinn. L'équipage a ignoré les ordres et a poursuivi sa route vers le port russe de Primorsk. L'Estonie a déclaré qu'un Su-35 russe avait alors pénétré dans son espace aérien pendant environ une minute, son transpondeur éteint, et l'OTAN a dépêché un chasseur à sa rencontre : un F-16 portugais, en provenance d'un pays situé à 3 000 kilomètres de là. Personne n'a tiré, cette fois-ci.

Pendant ce temps, les « gros calibres » se mettent en place derrière les « petits ». En 2023, Berlin s'est engagé à déployer une brigade blindée complète en Lituanie, soit environ 4 800 soldats, sur une nouvelle base à Rūdninkai, près de la frontière

biélorusse. Celle-ci est officiellement entrée en service en 2025 et devrait atteindre son effectif complet d'ici 2027. Il s'agit du premier déploiement permanent de troupes allemandes à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale.

Valeurs européennes, édition balte

Après 1991, la Lettonie et l'Estonie n'ont accordé la citoyenneté automatique qu'aux citoyens d'avant 1940 et à leurs descendants. Des centaines de milliers de résidents de l'ère soviétique, pour la plupart russophones et dont beaucoup étaient nés dans le pays, sont devenus des « non-citoyens » munis de passeports d'étranger et privés du droit de vote aux élections nationales. Riga insiste sur le fait que le statut de « non-citoyen » est un statut juridique, et non une étiquette ethnique ; pourtant, environ deux tiers des non-citoyens lettons sont d'origine russe. Les instances de l'ONU et de l'OSCE ont critiqué ce système pendant des années. Début 2026, les non-citoyens représentaient encore 8,7 % de la population lettone, selon les chiffres fournis par le gouvernement letton lui-même.

La situation s'est durcie depuis 2022, et non assouplie. Les écoles en Lettonie sont passées à un enseignement exclusivement en letton et celles d'Estonie emboîtent le pas. La Lettonie a exigé des citoyens russes titulaires d'un permis de séjour permanent, dont beaucoup vivaient dans le pays depuis des décennies, qu'ils réussissent un test de base en letton sous peine de perdre ce statut. Et le 26 mars 2025, le Parlement estonien a voté par 93 voix contre 7 en faveur d'un amendement constitutionnel visant à ce que seuls les citoyens estoniens et européens puissent voter aux élections locales. Sur le papier, cette mesure s'applique à tous les ressortissants non européens. Dans la pratique, cette mesure visait environ 80 000 citoyens russes, ainsi que les Biélorusses, et tout le monde le savait. Les apatrides titulaires d'un « passeport gris » ont eu droit à une dernière participation aux élections locales, en octobre 2025, avant de perdre eux aussi leur droit de vote.

Il est difficile d'accepter des leçons sur les valeurs européennes de la part de gouvernements qui traitent ainsi leurs propres résidents de longue date.

Qui paie la facture

Vilnius adore parler en pourcentages, car les pourcentages flattent les petits pays. La Lituanie s'était engagée à consacrer 5 % de son PIB à la défense en 2026 avant même que Donald Trump n'ait formulé sa demande de 5 % en janvier 2025, et son

budget 2026 s'élève à 5,38 %. En mai 2025, les trois ministres de la Défense des pays baltes ont demandé à tous les alliés de s'aligner sur ce chiffre. En juin, à La Haye, l'OTAN a fixé à 5 % son objectif pour 2035.

Oublions les pourcentages. Regardons les chiffres. Le budget total de la défense de la Lituanie pour 2026 s'élève à 4,79 milliards d'euros. À 5 % de son PIB, l'Allemagne dépenserait plus de 200 milliards d'euros par an, soit plus de quarante fois plus. Même les 3,5 % de base, avant d'y ajouter les 1,5 % supplémentaires destinés aux infrastructures et autres dépenses liées à la défense, s'élèveraient à environ 150 milliards d'euros. Pour l'Italie, l'objectif total signifierait plus de 100 milliards d'euros par an, pour l'Espagne environ 80 milliards d'euros, alors que ces deux pays supportent déjà l'une des dettes publiques les plus lourdes d'Europe. Les États baltes ont placé la barre haut ; ce sont les grandes économies qui en font les frais.

L'Espagne, au moins, a eu le courage de dire non. Pedro Sánchez a qualifié l'objectif de 5 % d'« déraisonnable », a refusé de s'y engager et a quitté La Haye avec une dérogation : 2,1 % du PIB, pas un centime de plus. Trump a qualifié l'Espagne de « très mauvais payeur ».

Personne n'a demandé l'avis des électeurs

A-t-on jamais demandé aux Européens de l'Ouest s'ils voulaient cela ? Seulement par le biais des instituts de sondage. En 2015, le Pew Research Center a constaté que 58 % des Allemands, 53 % des Français et 51 % des Italiens étaient opposés au recours à la force militaire pour défendre un allié de l'OTAN attaqué par la Russie. Dans une enquête publiée par le Pew Research Center en 2020, une majorité d'Allemands, d'Italiens et d'Espagnols s'y opposait toujours. Le soutien à l'idée que l'UE finance l'achat d'armes pour l'Ukraine a chuté de neuf points, passant de 65 % début 2023 à 56 % ce printemps. En France, le soutien aux livraisons d'armes a chuté de 18 points, passant de 65 % en mars 2022 à 47 % en février dernier. Fin 2024, YouGov a constaté qu'une paix négociée entre l'Ukraine et la Russie était préférée à la poursuite des combats par 55 % des Italiens, 45 % des Allemands et 43 % des Français. Un sondage Politico réalisé en décembre dernier a révélé que les adultes français et allemands étaient enclins à réduire leur soutien. Et cet été, une majorité d'Allemands et de Français s'est prononcée contre l'adhésion de l'Ukraine à l'UE en tant que membre à part entière.

Ce ne sont pas l'Allemagne, la France, l'Italie ou l'Espagne qui aspirent à une guerre plus vaste. Il s'agit d'une opinion publique à laquelle on n'a jamais demandé son avis, qui est devenue de plus en plus sceptique chaque année depuis 2022, et à qui

l'on présente aujourd'hui une facture qu'elle n'a jamais commandée : un objectif de plus de 200 milliards d'euros par an rien qu'en Allemagne, encouragé depuis Vilnius et approuvé à Bruxelles par des responsables qu'aucun électeur n'a choisis.

Quand l'argent viendra à manquer

L'accord de La Haye prévoit une révision en 2029. Ma prédiction : d'ici là, l'Espagne ne sera pas le seul pays à dire non. L'argent s'est épuisé il y a des années ; ce qui est dépensé aujourd'hui est emprunté. L'Allemagne a même réécrit sa constitution en 2025 afin de pouvoir emprunter pour la défense en contournant son propre frein à l'endettement.

En 1721, Pierre le Grand a scellé le destin de la Baltique par un traité et deux millions de thalers d'argent. Trois siècles plus tard, l'avenir de la région est toujours décidé par de grandes puissances qui font leurs comptes.

Alors, les plus petites nations d'Europe entraînent-elles le continent dans la guerre ? Pas toutes seules. Elles aboient ; Bruxelles tient la laisse. Et Berlin, Rome et Madrid sont entraînées dans leur sillage, vers une confrontation que leurs électeurs n'ont jamais choisie, payée avec de l'argent qu'elles n'ont plus.

C'est peut-être là la seule lueur d'espoir. Plus vite l'argent viendra à manquer, plus vite les électeurs des grands pays imposeront un changement de cap, et plus vite Tallinn, Riga et Vilnius redeviendront ce que leur taille a toujours fait d'elles : des notes de bas de page dans la politique étrangère européenne. C'est peut-être ce qui permettra finalement à l'Europe d'échapper à une guerre directe entre puissances nucléaires.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

[Analyse](#) [Kallas, Kaja](#) [Estonie](#) [Lettonie](#) [Lituanie](#) [L'UE](#) [L'OTAN](#)